

ACROPOLIS: Annual Activity Report

Project identification number	NOPO2014 PR002
Serial number	157
Name academic coordinator	Prof. Yves Cartuyvels
Institution academic coordinator	Université St Louis Bruxelles
Name policy coordinator	M. Xavier Rouha
Reporting period	01/05/2014 – 30/04/2015

Please answer the following questions as concise as possible. As a guideline, we recommend to limit the annual report to eight pages at most.

Academic Research

Give a brief description of the general activities/milestones of the research group during the past activity year.

Le plan d'action pour la première année a été adopté en juin 2014, à la suite d'une présentation aux attachés de coopération lors des journées de la DGD, et d'un retour donné par les attachés du siège et ceux déployés dans les terrains ciblés par le projet : Burundi, Mali, Niger, RD Congo, Rwanda. Le résultat en a été l'identification de 6 axes de recherche, étant entendu que le financement ACROPOLIS couvre à la fois des activités de recherche fondamentale et des activités de recherche appliquée en appui à la politique : 1 – Développer et diffuser des connaissances sur les contextes fragiles ; 2 – Analyse et gestion des risques dans les pays fragiles – étude de cas dans le cadre de la TST Mali-Niger ; 3 – Recherche et appui sur la conditionnalité, y compris l'expérience belge avec les « Tranches incitative » ; 4 – Recherche et appui sur le *Statebuilding* à travers la décentralisation – Comment renforcer la gouvernance locale ? ; 5 – Appui à participation et au renforcement de la société civile locale ; 6 – Utilisation des systèmes nationaux (NEX).

En accord avec le plan d'action, le travail d'ACROPOLIS pour la première année s'est surtout focalisé sur trois pays : Mali, Burundi et Rwanda. Un suivi de la situation en RDC, notamment dans le cadre de la décentralisation, a également pu être réalisé dans le cadre d'autres financements. Outre des missions dans ces pays, nous avons participé à des rencontres avec les principaux responsables et acteurs concernés par les différents axes à la DGD, CTB, Cabinet et d'autres partenaires intergouvernementaux (Union européenne) ou non gouvernementaux (CNCD, 11.11.11, p. ex.). Comme souligné plus bas, un suivi des travaux menés par l'INCAF a également été réalisé.

Plusieurs **missions** ont été réalisées au cours de la première année :

- E. Klimis, Mission au Burundi – Rwanda (15-30 octobre 2014), ACROPOLIS, cf. rapport de mission.
- S. Leclercq, Mission au Burundi – Rwanda (15 octobre – 1 nov. 2014), ACROPOLIS, cf. rapport de mission.
- G. Matagne, Mission en RDC (Kinshasa, 2-10 juin 2014), hors budget ACROPOLIS, étude sur la gouvernance de l'Enseignement supérieur (UNIKIN), rencontre avec G. Seurs et E. Willemaers (publication soumise à la revue Tiers-Monde).
- T. Vervisch, S. Leclercq, Mission à Paris (24-26 septembre 2014), ACROPOLIS, appui à la DGD pour les réunions de l'INCAF à l'OCDE.
- S. Leclercq, Mission à Paris (3-4 novembre 2014), ACROPOLIS, appui à la DGD pour les réunions de l'INCAF à l'OCDE.
- G. Matagne, Mission au Mali (9-21 novembre 2014), ACROPOLIS, cf. rapport de mission.
- J. Martini, Mission au Mali (9-21 novembre 2014), ACROPOLIS, cf. rapport de mission.
- T. Vervisch, Mission au Mali (9-21 novembre 2014), ACROPOLIS, cf. rapport de mission.
- T. Vervisch, Mission à Paris (13-14 janvier 2015), ACROPOLIS, appui à la DGD pour la réunion d'experts de l'OCDE sur les risques et la résilience.

- G. Matagne, Mission en RDC (Goma, 11-20 janvier 2015), hors budget ACROPOLIS, étude sur les dynamiques de stabilisation et de décentralisation.
- E. Klimis, Mission au Burundi (15-22 mars 2015), hors budget ACROPOLIS : mission de coordination pour le programme d'appui institutionnel de l'ARES à l'Université du Burundi. Ce séjour a été mis à profit pour rencontrer notamment Martinus De Smet, ministre conseiller en charge de la coopération au développement à l'Ambassade de Belgique, Olivier Heck, représentant résident de la CTB et plusieurs experts CTB, en permanence sur place (Roberto resmini, DelCo projet police), ou en mission (Fabrice Ferrandes, ADE consulting).
- S. Leclercq, Mission au Burundi (22-29 mars 2015), ACROPOLIS, cf. rapport de mission.
- S. Leclercq, Mission en Haïti (1-15 mai 2015), hors budget ACROPOLIS : mission d'enseignement et de coordination pour le programme d'appui institutionnel de l'ARES à l'Université d'Etat d'Haïti.

Indicate where the core funding of the ACROPOLIS project constituted a fundamental contribution for your research group to grow within their respective universities according to the evaluation norms and criteria used by your university (e.g. services, education, research...)?

Le financement ACROPOLIS devrait couvrir à la fois des activités de recherche fondamentale et des activités d'appui à la politique. Or l'équilibre entre les deux a été plutôt perdu cette année : les demandes d'appuis ponctuels – remis en cause depuis la réunion du comité restreint du 30 avril 2015 par les interlocuteurs de la DGD et devant conduire à une nouvelle approche lors de la deuxième année de programmation – ont en effet réduit le temps accordé à la recherche fondamentale et à la traduction de ces résultats dans des activités scientifiques et d'enseignement. Les données rassemblées lors de la première année et notamment lors des premières missions ont néanmoins permis de contribuer à la préparation de communications scientifiques qui conduiront à des publications dans les prochains mois (cf. plan d'action de la deuxième année) ainsi qu'à des présentations dans le cadre d'enseignements. La valeur ajoutée en terme de policy focus doit dans ce contexte être souligné et a été très appréciée par les universités partenaires.

Which outputs did the ACROPOLIS project create during the past activity year (e.g. publications, seminars, website, conferences, policy reports...)?

La présente liste reprend les activités menées par les chercheurs financés en tout ou en partie par le programme ACROPOLIS.

1. Organisation d'événements scientifiques sur des thèmes liés au programme

- E. Klimis (avec Ludivine Damay), organisation d'un panel sur *L'Aide Publique au Développement au cœur des querelles d'expertises : Quelle(s) place(s) pour le politologue ?*, Congrès annuel de l'association québécoise de sciences politique, Sherbrooke (Canada), 20-24 mai 2014.
- E. Klimis (avec Sami Makki, Université de Lille 2 et Mélanie Cambrézy, Université de Montréal), organisation d'une section thématique « Les sciences sociales à l'épreuve de l'expertise en développement et en sécurité internationales : conflits de référentiels et diversité de pratiques entre mondes académiques francophones et anglophones », 6^{ème} congrès international des associations francophones de science politique, Lausanne, février 2015.

2. Création d'un site internet ACROPOLIS

Des contacts avec un webdesigner ont été pris pour la création d'un site internet pour permettre à la fois une visibilité externe du groupe de recherche, mais aussi le partage en interne de documents (style *sharepoint*) entre les chercheurs et la DGD. La création du site est en cours de finalisation.

3. Communications scientifiques sur des thèmes liés au programme

- E. Klimis, « L'aide aux États fragiles, vision sécuritaire ou vision managériale des politiques de coopération au développement? Réflexions sur la charge politique d'un discours technique », dans le cadre de l'atelier « L'Aide Publique au Développement au cœur des querelles d'expertises : Quelle(s) place(s) pour le politologue? », congrès annuel de la Société québécoise de science politique, Sherbrooke, 23 mai 2014.
- E. Klimis, Discutant pour la séance « La neutralité et les effets des normes en question », atelier « L'Aide Publique au Développement au cœur des querelles d'expertises : Quelle(s) place(s) pour le politologue? », congrès annuel de la Société québécoise de science politique, Sherbrooke, 23 mai 2014.
- E. Klimis, « Political vs. technical. The impact of perceptions in development cooperation policy change », 23^{ème} Congrès mondial de l'Association internationale de science politique, Montréal, 20-24 juillet 2014.
- G. Matagne et P. Verjans, « Governing Participation in Development Programs », 23^{ème} Congrès mondial de l'Association internationale de science politique, Montréal, 20-24 juillet 2014.

- S. Leclercq, « La justice après les conflits : tendances, analyses et enjeux en Afrique subsaharienne », conférence à l'Institut Français du Bénin, 5 décembre 2014.
- E. Klimis, G. Matagne, S. Leclercq et T. Vervisch, « Risque politique et politique du risque dans la coopération avec les Etats fragiles », présenté dans le cadre du Congrès des associations francophones de science politique, Lausanne, 5-7 février 2015.
- S. Leclercq, « La justice transitionnelle au Burundi: les limites d'un modèle », Séminaire *Mémoire et Résolution de conflits*, Université Catholique de Louvain, 10 février 2015.
- S. Leclercq, « Subversion From Within: The Diffusion Of International Democratization Norms And Their Local (Unexpected) Ownership. The Example Of Burundi » ISA Conference, New Orleans, 16 February 2015.
- T. Vervisch, Peacebuilding as Statebuilding – gastlezing, Strategieën en Actoren van Conflictmanagement, Conflict Research Group, Ghent University, 9 mars 2015.
- T. Vervisch, Statebuilding in Mali – gastlezing, Strategieën en Actoren van Conflictmanagement, Conflict Research Group, Ghent University, 10 mars 2015.
- G. Matagne, « Les défis de la décentralisation pour la coopération au développement », séminaire sur la Décentralisation en RD Congo organisé par 11.11.11, 14 avril 2015.
- G. Matagne, « Development Cooperation with Fragile and Post-Conflict Countries: From Political State Power towards Technical International Regulation », REGIMEN Study Day, Ateliers de la FUCAM, Mons, 5 mai 2015.

4. Autres activités scientifiques sur des thèmes liés au programme

- E. Klimis, encadrement de mémoires de MA à l'Institut d'études politiques de Lille :
 - Constance Hubert : *Les opérations de maintien de la paix comme outil de consolidation de l'Etat. La contribution burundaise à l'AMISOM.*
 - Mari Palitzyne : *Les violences sexuelles du génocide au Rwanda. L'imaginaire destructeur du genre et de l'ethnicité.*
 - Lisa Heinzel : *Les élections comme instrument de paix ? L'impact des élections démocratiques sur les pays sortant d'un conflit (les élections présidentielles et parlementaires de 2006 en RD Congo).*
- S. Leclercq, dispense d'un séminaire à l'Université de Quisqueya « La justice transitionnelle, la construction de la paix et la démocratisation », Haïti, mai 2015.
- G. Matagne, « Blood in the Mobile. Is There Blood in Your Pocket? », commentaires et réactions suite à la projection-débat du film de Frank Piasecki Poulsen organisé par le Jane Goodall Institute Belgium, Watermael-Boitsfort, 17 septembre 2014.
- G. Matagne, « Vers une politique belge structurelle et cohérente pour le Congo », Mémorandum de Solidarité mondiale, commentaires et réactions, Bruxelles, 5 décembre 2014.

Were there any modifications in the structure of the research group during the past year (e.g. finished PhDs, new PhDs, other new agreements...)?

N.

How did you experience the collaboration with the other partners and institutions?

Les diverses collaborations et contacts avec les institutions universitaires et non universitaires partenaires (Burundi, RDC, Mali, Haïti, Rwanda) ont permis de renforcer la connaissance et l'ancrage contextuels des recherches menées dans le cadre d'ACROPOLIS, notamment en traduisant les perceptions locales des approches internationales en matière de coopération dans des secteurs spécifiques.

Policy support

How did you experience the process of fixing the activity plans? How did you experience the collaboration with DGD throughout the year?

Au terme de la première année, il apparaît clair que le programme de travail initial était trop ambitieux par rapport aux **moyens humains mobilisés** dans le cadre de ce programme. Ils correspondent en effet à **3,3 équivalents temps plein** (Klimis 0,5 ETP ; Leclercq 1 ETP ; Martini 0,8 ETP ; Matagne 0,5 ETP ; Vervisch 0,5 ETP), ce qui a été parfois peu pris en compte dans les attentes vis-à-vis des chercheurs. Par ailleurs, diverses difficultés ont été rencontrées dans le fonctionnement du programme, parmi lesquelles :

- l'existence de **demandes parfois changeantes, peu claires ou peu compatibles en termes de priorités** entre le siège et le terrain ou entre différents dossiers ;

- **l'incertitude** des attachés, surtout sur le terrain mais également au siège, sur ce qu'ils peuvent attendre d'ACROPOLIS ;
- un revirement de l'administration sur la pertinence de l'axe de travail portant sur la **question du NEX**, pourtant ajouté à la demande expresse de la DGD ;
- une difficulté de la part des chercheurs à résoudre **deux injonctions paradoxales de l'administration**, à savoir, d'une part, inscrire le travail de recherche et de recommandations dans le strict cadre législatif et réglementaire existant, c'est-à-dire ne pas formuler de recommandations qui exigeraient, pour être prises en compte, des réformes que la DGD n'est pas à même de mener en ce moment. Et, d'autre part, la demande de conserver une perspective globale et un recul important sur des événements considérés comme anecdotiques malgré leur importance factuelle (les exemples cités par la DGD ont été ceux d'une fusion possible des services géographiques de la DGD et de la DGB du ministère, ou encore la suspension de l'aide au Burundi à la suite de la crise pré-électorale) ; cette contradiction a également été exprimée par divers acteurs au sein de la DGD, et entre cabinet, DGD et CTB (cf. réunion du 21/01/2015) ;
- une **difficulté permanente, de la part des chercheurs, à accéder à l'information pertinente et à jour sur les dossiers que la DGD considère comme particulièrement pertinents**. Ainsi,
 - le **réflexe ACROPOLIS**, déjà prôné à plusieurs reprises dans les comités d'accompagnement de l'année 1 ne s'est pas mis en place, et la très grande majorité des attachés de la DGD ne partagent pas facilement les documents ; obstacle plus contraignant encore, les chercheurs se voient refuser l'accès à des réunions ou à des documents sur lesquels il leur est spécifiquement demandé de travailler (TST Niger-Mali ; documents de travail sur l'appui à la société civile locale) ;
 - **l'autorisation d'accès aux telops** de niveau N5 et N6 portant sur les domaines de travail d'ACROPOLIS n'a donné à ce jour que la communication d'un seul et unique courriel directement adressé à E. Klimis.
 - la mise en place du *sharepoint* sur le site internet ACROPOLIS a pris du retard, mais au vu des problèmes déjà évoqués, il est très peu probable que cette solution technique soit suffisante en elle-même.

De **commun accord avec la DGD**, dont la décision récente de désigner un **coordinateur / point focal unique** pour cet ACROPOLIS (cf. courriel du 21 mai 2015, envoyé par Luc Risch) est de nature à faciliter grandement la communication, les précisions suivantes sont donc apportées au travail mené par cet ACROPOLIS en appui à la coopération belge au développement sur l'efficacité de l'aide dans les contextes de fragilité :

- **il ne sera pas possible de couvrir l'ensemble des axes de travail pour l'ensemble des terrains géographiques** ; la DGD demande aux chercheurs de ne pas approfondir l'axe 6 "NEX", qui sera donc abandonné ; les chercheurs proposent quant à eux de ne pas s'investir sur le terrain du Niger en tant que tel (des analyses à portée régionale ou d'autres travaux menés sur d'autres terrains pourront bien entendu s'avérer pertinents pour le Niger), qui est le pays pour lequel les chercheurs ont le moins d'expertise et pour lequel le coût d'entrée est le plus important (en temps, en missions, etc.)
- **l'appui des chercheurs aux terrains n'a pas pour but de répondre à l'urgence ponctuelle de rédaction ou de préparation d'une note de base.**
- Les modalités de communication et de partage de l'information entre chercheurs et administration doit encore faire l'objet d'une amélioration importante, mais la nomination par la DGD d'un coordinateur / point focal unique pour ce programme ACROPOLIS constitue en tous cas un canal de communication privilégié à exploiter en priorité.

When did the support committee meet (dates)? Would you consider the number of meetings sufficient? Have there been any changes in the support committee throughout the year?

- 9 mai 2014 (présentation du plan d'action)
- 26 juin 2014 (comité restreint et comité élargi)
- 3 octobre 2014 (comité restreint)
- 21 janvier 2015 (comité restreint et élargi : présentation des rapports de mission et perspective pour la suite du travail ACROPOLIS)
- 11 février 2015 (comité restreint)
- 30 avril 2015 (comité restreint)

Pour l'instant, l'organisation du *support committee* prévue pour la suite du travail n'est pas encore très claire pour les chercheurs. Le courrier transmis par la DGD le 21 mai 2015, présentant le rôle du (nouveau) coordinateur / point focal, fait mention de 3 différentes modalités de rencontre : un comité de suivi (3/an), une

rencontre de coordination en comité restreint (6/an), et des rencontres informelles spécifiques selon les demandes. Le rôle et l'importance des rencontres de coordination en comité restreint méritent d'être explicités davantage. Lors de rencontres avec le point focal, les chercheurs ont déjà indiqué leur préférence et disponibilité pour des rencontres informelles plus spécifiques, voire plus fréquentes, rassemblant des personnes ressources clés pertinentes pour les différents axes de travail.

Which academic services did DGD demand in the past activity period? What was the resulting output of these services?

Demand for academic services	Delivered output
<p>1. Développer et diffuser des connaissances sur les contextes fragiles</p>	<p>Cet axe de recherche a pris la forme de différentes activités d'appui et de recherche durant la première année de fonctionnement ACROPOLIS, traduisant dans ce premier temps une dynamique plus ponctuelle que structurelle. Cet aspect a été discuté en fin de première année et fera l'objet d'une approche différente pendant la deuxième année d'ACROPOLIS.</p> <p>7è édition des Assises de la Coopération belge au Développement – mai 2014 Dans le cadre des Assises de la Coopération, ACROPOLIS a travaillé avec le service D2.5 (consolidation de la société) à la préparation d'un atelier spécifique sur la question de la fragilité – sécurité/gouvernance. ACROPOLIS a notamment suggéré des intervenants, rédigé la note de background de l'atelier (cf. annexes) et co-rédigé les Conclusions de celui-ci (cf. annexes).</p> <p>L'atelier, qui avait pour intitulé « Mettre le contexte au cœur de l'action : opérationnaliser une approche sensible à la fragilité », avait pour objectif d'aboutir à des pistes d'opérationnalisation concrètes pour la coopération belge, et ce à partir d'expériences belges et étrangères.</p> <p>Les conclusions de l'atelier ont souligné la relation riche entre l'Afrique des Grands Lacs et la Belgique mais la faible traduction de cette richesse dans les politiques de coopération ; la nécessité de prendre en compte le contexte local comme point de départ, notamment pour ne pas nuire ; le besoin d'avoir les instruments, processus et outils de coopération prêts et compatibles avec l'intégration d'une approche fragilité (réintégration des évaluations, renforcement de la connaissance des attachés sur la programmation, renforcement du lien entre Etat et société par l'appui à la société civile, etc.) ; ou encore l'amélioration de la cohérence interne et externe par une approche intégrée</p> <p>Appui au poste – Burundi Durant la première année, de nombreux échanges entre le poste et les chercheurs ACROPOLIS ont alimenté la discussion sur une meilleure intégration et opérationnalisation de la fragilité dans les politiques de coopération belge. D'un point de vue formel, cela s'est traduit par la présentation de la note stratégique pour les situations de fragilité avec le point focal fragilité de la Direction Géographique de la coopération et desk Burundi, Xavier Rouha, aux attachés ainsi que d'autres membres du personnel de l'Ambassade belge au Burundi en octobre 2014. Cette présentation a été suivie d'une discussion sur la manière dont la note pouvait s'intégrer au travail quotidien des participants à la réunion.</p> <p>Par la suite, à partir de mars 2015, un processus d'élaboration de « termes de référence d'un appui ACROPOLIS à la prochaine note de base dans une optique fragilité » a été entamé entre le Chef de coopération, ACROPOLIS et la DGD. Celle-ci prévoyait d'une part la préparation et la contribution d'ACROPOLIS aux sessions/concertations <i>sectorielles/thématiques</i> ainsi qu'un rôle d'accompagnement/orientation dans le travail de synthèse/méta-analyses des différents documents par l'ambassade dans une lecture orientée vers la fragilité. D'autre part, afin de préparer les activités à mener à Bujumbura, il avait été envisagé que soit organisée une demi-journée autour de l'expertise de la DGD en matière de fragilité au sein des acteurs belges actifs au Burundi. L'objectif était de les sensibiliser à l'initiative prise par l'Ambassade et d'étudier les dynamiques actuelles de fragilité au Burundi. Néanmoins, il est important de préciser que le processus de validation de ces termes de référence a été interrompu par l'évolution de la situation au Burundi, interruption toujours en cours lors de la rédaction de ce rapport.</p>

	<p>Préparation de l'« Atelier inter-agence pour l'amélioration de l'engagement dans les situations de fragilité – Appui à la RDC » – 2-4 juin 2015</p> <p>Entre le mois de février et le mois de juin 2015, ACROPOLIS a participé à la conception, l'organisation et la facilitation d'un atelier inter-agence organisé par la Belgique et l'Union européenne à Kinshasa sur le thème d'une meilleure intégration de la fragilité dans les politiques de coopération. L'atelier avait pour objectif (1) d'identifier de manière conjointe les éléments de fragilité propres au contexte d'intervention, dans sa diversité territoriale ; (2) de développer une vision stratégique partagée sur la manière de s'engager à l'avenir avec le partenaire et (3) d'élaborer des pistes de réflexion permettant d'améliorer l'impact et la qualité des interventions au regard des éléments de fragilité (en prenant en compte notamment les principes « partir du contexte » et « do no harm »). Il a rempli ses objectifs en aboutissant à une série de pistes de réflexion portant sur l'amélioration de la compréhension du contexte de fragilité congolais, sur une meilleure intégration de cette fragilité à tous les stades de coopération et sur les adaptations d'approches, de cadres de fonctionnement et d'outils que cela requiert (voir annexes)</p> <p>Autres aspects / appuis</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Préparation, participation aux réunions de coordination et accompagnement de la DGD aux réunions de l'INCAF en septembre 2014 (Task Team on Implementation and Reform / Task Team on Knowledge and Policy), novembre 2014 (Director Level Meeting) et janvier 2015 (Experts Group Meeting Risk & Resilience). 2. Collaboration avec le service D2.5 dans pour la préparation de l'atelier DGD portant sur les recommandations de l'étude de la plateforme 11-11-11 sur la coopération belge de développement dans les États fragiles qui a eu lieu le 3 octobre 2014. 3. Contribution à la rédaction d'une note interne du service D2.5 sur la participation de la Belgique aux réseaux internationaux de l'INCAF (International Network on Conflict and Fragility) et Govnet (DAC Network on Governance) de l'OCDE. 4. Contribution à la rédaction d'une note intranet élaborée par le service D2.5 sur la fragilité pour le nouveau Ministre de la coopération, Alexander De Croo (décembre 2014)
<p>2. Analyse et gestion des risques dans les pays fragile – étude de cas dans le cadre de la TST Mali-Niger</p>	<p>Durant la première année, le travail mené pour l'axe «gestion des risques» a été essentiellement inscrit dans le cadre de la TST Mali-Niger, en appui à la préparation du nouveau programme de coopération entre la Belgique et le Mali.</p> <p>Des termes de référence ont élaborés avec la DGD pour cet axe de recherche. Ils ont donné une image claire des attentes par rapport à l'appui d'ACROPOLIS, à savoir le développement d'un outil des risques adapté à la situation de la BE. Les Cercles de Copenhague, la Directive DANIDA pour la gestion des risques et le travail de l'INCAF autour de la gestion des risques ont été des références clés pour cet exercice.</p> <p>Après une série de consultations internes afin de clarifier les termes de référence, il a été décidé d'entreprendre une mission préliminaire au Mali pour analyser les besoins sur le terrain. Le résultat de cette mission est un rapport détaillé, qui comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> i. Une analyse des risques: une analyse des risques pour le Mali selon les Cercles de Copenhague et en conformité avec le rapport intitulé «Assistance au Développement et approches relatives au risque dans les États fragiles et touchés par un conflit» par l'OCDE (2014), qui fournit une analyse similaire dans les pays tels que la RDC, le Sud-Soudan, la Somalie et le Népal . ii. Des recommandations: Un certain nombre de recommandations concernant le développement de l'outil des risques. <p>Sur la base de ces recommandations, la méthodologie pour l'outil des risques a été développée en prenant en compte les discussions qui ont eu lieu au cours de deux 'debriefings', d'une réunion du groupe de travail TST sur la gestion des risques et de consultations internes avec les parties prenantes. Il en a résulté une :</p> <ol style="list-style-type: none"> iii. Note méthodologique: proposition pour la poursuite du développement de l'outil. <p>Sur la base de cette note une seconde mission au Mali a été préparée pour</p>

	<p>développer et tester l'outil.</p> <p>En plus du travail de développement de cet outil des risques, un soutien plus ponctuel a également été apporté pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La note de base pour le Mali. • 5^e réunion INCAF – 25/26 septembre 2014 – OCDE, Paris. • Audio conférence – INCAF virtual group on joint risk assessment – 3 décembre 2014. • 4^e réunion Experts Group Risk & Resilience – 13/14 janvier 2015 – OCDE, Paris. • UNDG Risk Management Framework/Pooled Funding (contribution BE). • Dossier 11.11.11, Etats fragiles (atelier, soutien à la DGD).
<p>3. Recherche et appui sur la conditionnalité, y compris l'expérience belge avec les « Tranches incitatives »</p>	<p>La première année de travail ACROPOLIS dans le cadre de l'axe sur la conditionnalité s'est principalement concentrée sur le Rwanda et le Burundi d'un point de vue géographique, et sur les mécanismes incitatifs de bonne gouvernance et les conditionnalités sectorielles d'un point de vue thématique.</p> <p>Une série de rencontres à la DGD et deux missions, l'une au Rwanda et au Burundi en Octobre-novembre 2014, l'autre uniquement au Burundi en mars 2015, ont alimenté le travail sur cet axe. Cette dernière a permis d'effectuer les entretiens qui n'avaient pu être réalisés lors de la mission d'octobre-novembre durant laquelle le temps des chercheurs avait été principalement dévoué à la participation aux ateliers d'appréciation de la CTB au Burundi.</p> <p>Ces missions ont permis la rencontre avec les attachés, conseillers et ambassadeurs belges, plusieurs personnes de la CTB ainsi que d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) bilatéraux et multilatéraux, notamment l'Union européenne, la Suisse, les Pays-Bas, la Suède, les Etats Unis, DFID, l'Allemagne (GIZ, BMZ et KFW), la France, le Japon, le FMI ou le PNUD.</p> <p>D'autres échanges ont ponctué la première année, notamment sur la libération ou non de la tranche incitative belge au Rwanda, avant que la décision ne soit prise et annoncée par le Ministre De Croo, en décembre 2014.</p> <p>Les recherches effectuées pendant la première année ont permis d'effectuer plusieurs éléments de constats, de défis et d'enjeux quant à la conditionnalité politique de l'aide, éléments qui ont été en grande partie partagés avec la DGD lors de la présentation des rapports de mission en janvier 2015 puis affinés lors de la seconde mission au Burundi et à sa suite. Parmi ceux-ci : réticence des acteurs de coopération à aborder frontalement le sujet de la conditionnalité politique ; grande variation et ambiguïté dans la compréhension de ce que la conditionnalité recouvre, de ses critères, de ses objectifs ; impossibilité d'isoler la conditionnalité des acteurs de coopération (rôles, responsabilités et perspectives en fonction de la nature de l'acteur – coopération, exécution – , nature des critères en fonction des instruments, etc.), du contexte au niveau bilatéral (capacité d'influence, de levier), international (présence et poids d'autres acteurs), de la nature des critères (technicité, enjeux « micropolitiques ») ou de ce qui est conditionné (proportionnalité, lien avec l'intervention, réallocation).</p> <p>Spécifiquement sur la tranche incitative belge, les premiers éléments (qui feront l'objet d'une note durant la deuxième année) semblent converger vers la constatation d'une faiblesse de l'outil tel qu'il a été mis en œuvre, à la fois pour des raisons endogènes à son fonctionnement (nature et timing des critères et indicateurs, marge de manœuvre politique dans l'évaluation de ceux-ci, etc.) et exogènes (isolement dans l'utilisation de l'outil, évolution contextuelle notamment)</p>
<p>4. Recherche et appui sur le Statebuilding à travers la décentralisation – Comment renforcer la gouvernance locale ?</p>	<p>Durant la première année, les recherches ont été menées avec pour objectif final de produire, au terme du programme, des recommandations à la coopération belge sur les modalités d'appui à la décentralisation dans les contextes de fragilité. Elles s'appuient sur une perspective comparative (pays et bailleurs) et sont centrées sur les leçons apprises dans le cadre de programmes passés ou en cours. Un travail préparatoire à l'élaboration d'une note « Appuyer la décentralisation dans un contexte de fragilité » centrée sur des questions qui intéressent les acteurs belges de la coopération a été réalisé.</p> <p>Des rencontres avec différents acteurs de la coopération belge, à Bruxelles et sur le terrain (RDC, Mali), ont notamment permis d'identifier une série de thèmes à développer afin de favoriser une vision commune, attentive aux spécificités des</p>

	<p>contextes de fragilité. Outre un travail de clarification dans un contexte de concurrence entre concepts (décentralisation, développement local, approche territoriale, par ex.), plusieurs points liés aux institutions (cadre légal incomplet et évolutif), aux acteurs (ancrage dans un contexte multi-acteurs et multi-niveaux), aux outils et instruments (maîtrise d'ouvrage, appuis-conseils, appuis-techniques, dialogue politique, observation), aux stratégies et aux risques (portage politique, renforcement des capacités) sont privilégiés.</p> <p>Durant la première année du programme, une mission exploratoire a été menée au Mali (novembre 2014). La décentralisation et la gestion des territoires (régionalisation, redécoupage) sont au cœur de nombreux enjeux et l'objectif de la mission était d'aller au-delà des discours institutionnels sur la décentralisation pour identifier les différentes représentations, attentes et stratégies en présence. Plus concrètement, la mission a permis 1) de construire une typologie préliminaire des discours (enthousiaste/volontariste, pragmatique, sceptique/réticent) et 2) d'identifier des objets d'études précis permettant de préparer des recommandations sur l'appui à la décentralisation et la gouvernance au Mali.</p> <p>Deux pistes de recherche ont été identifiées et proposées à la DGD. En particulier, une étude pourrait être consacrée aux mécanismes d'observation du processus de décentralisation. Une attention particulière serait accordée aux enjeux et aux usages qui sont fait de ces mécanismes par différents acteurs, notamment dans le cadre du dialogue politique. Par ailleurs, un appui ponctuel a été apporté dans le cadre de la préparation de la nouvelle note de base pour le Mali.</p> <p>Cette première année de travail a confirmé l'existence de liens importants entre les différents axes de recherche du programme. Par exemple, ce travail sur les usages des indicateurs et des résultats d'observation peut être mis en lien avec les recherches menées sur l'analyse des risques. La démarche du Groupe Odyssee, multi-acteurs, permet également de nouer des liens avec les recherches conduites sur la société civile.</p>
<p>5. Appui à participation et au renforcement de la société civile locale</p>	<p>Durant la première année, le travail mené pour l'axe « société civile locale » a été essentiellement inscrit dans le cadre de la TST Mali-Niger, en appui à la préparation du nouveau programme de coopération entre la Belgique et le Mali.</p> <p>Des rencontres, notamment exploratoires en début de projet, ont été réalisées avec des représentants de D1, D3, D2.5, et de la CTB pour mieux comprendre le cadre de la coopération belge au Mali, ainsi que le cadre des appuis aux organisations de la société civile. En particulier, des rencontres ont été organisées pour le suivi de la réflexion en cours sur la réactivation de l'allocation de base « appui direct à la société civile », de manière individuelle ou conjointement avec les responsables de la TST Mali-Niger.</p> <p>Une mission de deux semaines a été réalisée en novembre 2015 au Mali dans le but d'identifier les approches promues par les bailleurs de fonds dans l'appui à la société civile, de comprendre le contexte malien de mobilisations de la société civile et de repérer les possibles opportunités pour un appui direct de la coopération belge aux acteurs de la société civile locales. Les résultats de cette mission ont été présentés d'abord en comité restreint à la TST Mali-Niger en décembre 2014 ; le rapport a été présenté en comité élargi le 21 janvier 2015. Un travail de revue documentaire et de littérature a continué depuis.</p> <p>Après la mission, nous avons également collaborée avec D2.5 à l'élaboration d'une note de synthèse explicitant la manière dans la coopération belge pourrait fournir un soutien direct aux acteurs de la société civile locale. Un premier draft de la note a été finalisé fin avril 2015.</p> <p>Un feedback a été également fourni à la proposition de note de base préparée par le bureau de coopération à Bamako, et nous avons participé aux rencontres organisées à la DGD pour le feedback des missions conjointes CTB-DGD réalisées au Mali sur les thèmes transversaux « genre » et « changement climatique ».</p>
<p>6. Utilisation des systèmes nationaux (NEX)</p>	<p>Durant la première année de fonctionnement ACROPOLIS, l'axe NEX – utilisation des systèmes nationaux, a fait l'objet d'une recherche principalement sur deux terrains, le Rwanda et le Burundi.</p> <p>Dans ce cadre, plusieurs rencontres au siège (CTB et DGD), ainsi qu'une mission au Rwanda et au Burundi en octobre 2014 ont été organisées. Cette dernière a permis de s'entretenir avec les acteurs belges sur le terrain (coopération, politique,</p>

	<p>exécution) ainsi qu'avec d'autres agences de coopération notamment l'Allemagne (Kfw, GIZ, BMZ), la Suisse, DFID, l'UE, les Pays-Bas, le FMI, le PNUD ou encore la Suède. Cette première phase de recherche avait pour but d'identifier l'utilisation ou non de cette modalité de l'aide, des conditions de son utilisation, de ses modalités, de sa place dans l'approche de coopération ou encore des objectifs poursuivis de son utilisation, le cas échéant.</p> <p>Les premières conclusions de cette réflexion ont été partagées lors de la présentation des rapports de mission en janvier 2015. Une constatation majeure est la disparité forte de l'interprétation de la notion de systèmes nationaux d'exécution de l'aide (NEX), à la fois entre les acteurs étrangers mais aussi entre les belges de la coopération. Ainsi pour la DGD le recours aux systèmes nationaux d'exécution de l'aide (NEX) est avant tout un objectif politique alors que pour la CTB, le NEX se comprend comme une modalité technique portant exclusivement sur la gestion financière et celle des marchés publics d'exécution de l'aide dans les pays. Les enjeux derrière cette divergence sont à la fois l'enjeu de l'échelle de la cible de l'intervention de coopération au développement en lien avec la question de l'appui budgétaire et les divergences d'intérêt ou de priorités entre la DGD et la CTB.</p> <p>Une seconde constatation majeure est l'influence prépondérante que joue l'inspection des finances dans la thématique du NEX en Belgique, ouvrant la question de la compatibilité entre une approche fragilité et le rôle de l'inspection des finances, rôle qui n'a fait l'objet de pratiquement aucun travail de recherche ces dernières décennies.</p> <p>Enfin, la première année a permis d'identifier un rapprochement nécessaire avec les recherches entreprises dans le cadre de l'axe « conditionnalité » notamment en ce qui concerne le volet utilisation des procédures nationales du NEX au regard des méthodes de reporting et de gestion de finances publiques (PFM).</p>
<p>7. Production de notes techniques et de rapports</p>	<ul style="list-style-type: none"> • S. Leclercq, note interne d'analyse sur l'adoption de la loi sur la justice transitionnelle au Burundi, mai 2014. • E. Klimis et S. Leclercq, rapport – mission au Rwanda/Burundi du 15 octobre au 1^{er} novembre 2014. • J. Martini, G. Matagne et Th. Vervisch, Rapport – mission au Mali du 9 au 21 novembre 2015. • J. Martini, G. Matagne et Th. Vervisch, Commentaires sur la note de base Mali (version du 20/03/2015), 14/04/2015. • S. Leclercq, note interne d'analyse du States of Fragility Report 2015 du CAD-OCDE, « Methodological issue with the « Institutions » Dimension of the 2015 States of Fragility Report » (mars 2015). • T. Vervisch, note d'analyse de risques pour le Mali (novembre 2014). • J. Martini, note interne en collaboration avec D2.5, "Soutien direct de la société civile locale". • T. Vervisch, note méthodologique sur l'outil d'analyse et de gestion des risques (mars 2015).

Results and budget

Did the ACROPOLIS project accomplish the objectives and expected results for this activity period? If not, to what extent and why?

Tant le travail de recherche que celui d'appui à la politique ont avancé dans chacun des six axes de recherche définis en concertation avec la DGD. Des retards ont été observés dans la publication des *produits* attendus, notamment en raison d'un malentendu entre les chercheurs et la DGD sur la portée et la définition de rapports intermédiaires de recherche par axe de travail. De nouvelles modalités ont été définies dans le cadre du plan d'action de la 2^{ème} année.

La spécificité apportée par le programme ACROPOLIS qui visait à renforcer l'appui direct aux postes et aux attachés déployés sur le terrain a été un succès mitigé. Si la collaboration entre chercheurs et postes a été un

succès mutuellement enrichissant (Mali, Burundi, Paris-OCDE), elle semble avoir généré des malentendus sur l'équilibre entre la réponse à des demandes flexibles et sur mesure de la part des postes, et la diffusion de produits d'analyse plus globaux et à plus long terme tels que définis à travers les axes de recherche.

Were there any changes in budget allocation throughout the work year in function of changed objectives? Was there a shortfall in budget or a remaining balance?

Le solde positif (inférieur à 10 % du total) du budget s'explique par le retard pris dans la finalisation d'au moins un PhD (coûts RH inférieurs aux prévisions)

Interaction with other actors

Was there interaction with other actors? If so, how was this network with other actors formed? Were there any changes within the network during the ACROPOLIS project (new members, members who no longer belong to the network)? How did you collaborate within the network of other actors? Did you receive important substantive or formal remarks about the functioning of the ACROPOLIS project from the other actors of the network?

Le présent projet ACROPOLIS repose sur le réseau créé précédemment dans le cadre du projet GRAPAX - *Groupe de recherche en appui aux politiques de paix*. Même s'il n'est plus financé, le GRAPAX a été maintenu en tant que réseau de recherche en son propre nom en réponse à la demande de partenaires académiques et non gouvernementaux en Belgique et dans les pays des Grands Lacs, qui reconnaissent l'intérêt du travail mené et sont familiers avec ce nom. Le réseau a été élargi pendant cette première année ACROPOLIS, notamment via la participation à la coordination exécutive dans le processus global pour la cohérence des politiques en Belgique.

- E. Klimis, participation aux travaux menés dans le cadre de l'Analyse Contextuelle Conjointe (ACC) Burundi (au niveau général, et au niveau du sous-groupe sectoriel « Gouvernance et droits de l'Homme »).
- E. Klimis, coordination de la thématique « sécurité et défense » au sein de la Commission Afrique centrale de la plateforme « Cohérence des politiques pour le développement » du Conseil consultatif CDP.

Une collaboration avec l'Institut d'Egmont a également été engagée. Elle prévoit la participation des chercheurs ACROPOLIS à un programme de formations thématiques destinées à l'administration publique de plusieurs pays de notre focus géographique.

Au Mali, des relations ont été liées avec le groupe Odysée au cours de cette première année (voir infra)

Did the ACROPOLIS group interact with other projects of VLIR-UOS or ARES? Did the ACROPOLIS group collaborate with other ACROPOLIS groups? If so, to what extent were these collaborations operationalised?

Conscients de la valeur ajoutée des liens inter-ACROPOLIS, expérimentés par la plupart des chercheurs pendant les GRAP avec des travaux intergroupes fortement appréciés par l'administration et l'ARES-CCD, comme les GRAP Policy Brief, des premiers contacts ont été établis mais n'ont pas encore donné lieu à des collaborations.

Communication

How were the outputs, created in context of the ACROPOLIS project during the past activity year, communicated and disseminated to the public (e.g. publications, seminars, websites, conferences, policy reports...)?

La création d'un site web a pris du retard, mais il est prévu d'y diffuser toutes les informations concernant nos travaux, communications, conférences, etc. réalisés dans le cadre du projet.

La première année a été consacrée à la mise en place de dialogues « bilatéraux » avec différents acteurs. L'organisation d'une table ronde entre l'administration, des ONG et des chercheurs est prévue pendant la deuxième année.

Les résultats de recherche ont également été partagés dans le cadre des conférences, séminaires et notes mentionnés *supra*.

How would you estimate the visibility of the ACROPOLIS project on a national and international level and why? Which efforts did you make to increase the national and international visibility of the project?

La visibilité d'ACROPOLIS au niveau national et international a pris plusieurs formes pendant la première année et s'est accrue sensiblement au cours de l'année. De nombreuses activités académiques, telles que l'organisation et la participation à des réunions et conférences scientifiques nationales et internationales ainsi que les enseignements (Montréal, Lausanne, Nouvelle-Orléans, Cotonou, Kinshasa, etc.) ont permis de diffuser les recherches et d'accroître la visibilité d'ACROPOLIS. Les activités d'appui ont également permis de développer une visibilité importante du projet ACROPOLIS. Au niveau belge, celle-ci a été portée à la fois par une communication des travaux ACROPOLIS au sein de la DGD et par les nombreux contacts pris avec les différentes ambassades sur le terrain lors des missions. La visibilité internationale a quant à elle bénéficié de la participation à différents réseaux internationaux (INCAF, Risk and Resilience, etc.) ainsi qu'aux collaborations externes avec d'autres agences (notamment UE, France, Allemagne, Grande-Bretagne et Suède dans le cadre de la préparation de l'atelier interagence à Kinshasa, cf. *supra*). Cette dynamique de visibilité a également été portée par l'insertion des chercheurs dans des réseaux d'acteurs indirects sur des thématiques proches des axes de travail du groupe.

North versus South?

What are the links with institutions in the South realized through the ACROPOLIS project? Were these planned or rather unexpected collaborations?

Rencontré lors de la mission préliminaire de novembre 2014, le groupe Odyssee (Groupe Observation des dynamiques sociales, spatiales et expertise endogène) a également donné un appui ponctuel dans le cadre d'une mission ACROPOLIS (chercheur : T. Vervisch) à Bamako du 3 au 12 mai 2015. Pour le travail de recherche au Mali, ACROPOLIS exprime la volonté d'investir dans une collaboration à plus long terme avec le Groupe Odyssee, en tant que partenaire local. Les deux partenaires s'engagent à se tenir mutuellement informés et de faciliter l'échange mutuel d'informations afin de développer des relations de collaboration durable.

Le projet ACROPOLIS a également permis de maintenir des contacts sur le terrain avec les différents partenaires du réseau existant au démarrage d'ACROPOLIS, en particulier au Rwanda, au Burundi et en RDC.

General remarks

What was the most positive aspect about the ACROPOLIS project (thematically as well as instrumentally) during the past year?

Le projet ACROPOLIS, en dépit des difficultés de début de mise œuvre, a permis de faire naître ou de relancer des collaborations scientifiques très dynamiques entre chercheurs et, au-delà, entre institutions universitaires du nord mais aussi du sud. La première année a permis d'identifier d'importants défis à la fois du point de vue du contenu des demandes (cf. les différents axes de recherches) mais aussi d'un point de vue institutionnel (d'où parfois des injonctions contradictoires). Ces défis représentent néanmoins des opportunités et fournissent aux chercheurs une meilleure compréhension de leur travail d'adaptation, de traduction belge d'une approche de la coopération sensible à la fragilité. La plus value académique, en tant qu'acteurs externes à ces processus, est d'offrir un cadre, des concepts, une historicité et des expériences comparées aux propositions de réponses à ces défis de la coopération belge.

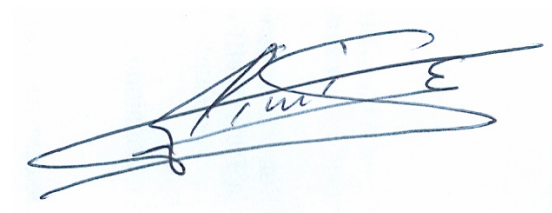
What was the most limiting aspect about the ACROPOLIS project (thematically as well as instrumentally) during the past year?

- Les principales limites ont été énumérées dans le premier encadré de la section « Policy support », parmi lesquelles l'existence de **demandes parfois changeantes, peu claires ou peu compatibles en termes de priorités** entre le siège et le terrain ou entre différents dossiers.
- Trop de formalisme, ayant finalement limité les liens, pourtant explicitement visés par les modalités de travail ACROPOLIS, avec le terrain : rôle intermédiaire joué par le siège, tendances à une centralisation forte au niveau de la Belgique et demandes qui répondaient davantage à des intérêts/contraintes internes au niveau de Bruxelles qu'à des demandes réelles du terrain.
- L'abandon par la DGD de l'axe de recherche NEX pourtant ajouté à la demande de la DGD elle-même.

Do you have other suggestions or remarks about the operation of ACROPOLIS projects, the way of reporting or other suggestions towards DGD, ARES and VLIR-UOS?

N.

Signature of the academic coordinator

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'P.O.', written over a light blue grid background.

P.O.

Date and place

Bruxelles, le 25 juin 2015